RÉSUMÉ

Organisation internationale du Travail

Rapport sur le Travail dans le Monde

2014

Un développement riche en emplois

NE PAS PUBLIER AVANT 00:01 GMT LE MARDI 27 MAI 2014

Rapport sur le Travail dans le Monde 2014

Un développement riche en emplois

Résumé

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL
DÉPARTEMENT DE LA RECHERCHE

Un développement riche en emplois

Les pays en développement rattrapent les économies avancées…

Le mouvement de convergence économique entre les pays en développement et les économies avancées a pris de l'ampleur. Entre 1980 et 2011, dans les pays en développement, le revenu par habitant s'est accru de 3,3 pour cent par an en moyenne – beaucoup plus rapidement que dans les économies avancées où le taux de croissance enregistré était de 1,8 pour cent. Ce processus de convergence s'est accéléré depuis le début des années 2000, surtout depuis le début de la crise mondiale en 2007-08 (chapitre 1).

Il existe cependant d'importantes différences d'un pays à l'autre. Le rapport identifie un groupe d'économies émergentes qui ont connu une croissance particulièrement rapide (chapitre 2). Et, ces dernières années, tant les pays à revenu intermédiaire ou faible que les pays les moins avancés ont aussi fait d'énormes progrès en termes de croissance économique.

… et les pays qui investissent dans la qualité de l'emploi sont ceux qui progressent le plus

L'ampleur des efforts déployés par les pays pour améliorer la qualité des emplois explique, pour partie, les profils de croissance observés (chapitre 3). C'est particulièrement vrai pour la décennie écoulée. Dans les pays qui ont le plus investi en faveur des emplois de qualité depuis le début des années 2000, les niveaux de vie (mesurés par la croissance du revenu annuel moyen par habitant) ont davantage progressé que dans les économies émergentes ou en développement qui ont accordé moins d'attention à la qualité de l'emploi.

Parmi les pays où la pauvreté au travail – à savoir les travailleurs qui gagnent moins de 2 dollars par jour – a reculé le plus brutalement depuis le début des années 2000, globalement le revenu par habitant a augmenté de 3,5 pour cent en moyenne sur la période 2007-2012. Pour les pays qui ont moins progressé sur la voie de la réduction de la pauvreté au travail depuis le début des années 2000, le chiffre est de 2,4 pour cent.

De la même manière, les pays qui ont particulièrement réussi à réduire la fréquence de l'emploi vulnérable au début des années 2000 ont connu une croissance économique remarquable après 2007. Dans ces pays, la croissance par habitant était presque de 3 pour cent par an entre 2007 et 2012, pratiquement 1 point de pourcentage de plus que dans les pays qui ont eu moins de succès en matière de réduction de l'emploi vulnérable – qui comprend l'emploi indépendant ainsi que le travail familial non rémunéré.

Toutefois, la disparité dans la qualité des emplois reste importante…

Malgré ces tendances positives, les difficultés sociales et d'emploi demeurent criantes dans la plupart des pays émergents ou en développement. Plus de la moitié des travailleurs des pays en développement (c'est-à-dire près d'un milliard et demi de personnes) occupe un emploi vulnérable. Ces travailleurs ont moins de chance que les salariés de disposer d'un contrat de travail formel, d'être couvert par la sécurité sociale – assurance vieillesse ou santé – ou de percevoir des revenus réguliers. Ils sont souvent pris dans un cercle vicieux de métiers à faible productivité, de maigres rémunérations et de capacités limitées pour investir dans la santé et l'éducation de leur famille, ce qui a pour effet de limiter leurs perspectives d'évolution et de croissance – pas seulement pour eux mais pour les générations qui suivent. En Asie du Sud et en Afrique subsaharienne, plus de trois travailleurs sur quatre occupent des emplois précaires, les femmes étant affectées de façon disproportionnée par rapport aux hommes.

… les niveaux de pauvreté au travail demeurent élevés en dépit des progrès considérables réalisés…

La réduction de la fréquence de la pauvreté au travail dans de nombreux pays du monde en développement a été impressionnante. Pourtant, dans les pays en développement, 839 millions de travailleurs sont dans l'impossibilité de gagner suffisamment pour vivre, avec leur famille, au dessus du seuil de pauvreté de 2 dollars par jour et par personne. Cela représente environ un tiers de l'emploi total, contre plus de la moitié au début des années 2000.

… et environ 200 millions d'emplois devront être créés au cours des cinq prochaines années pour absorber l'augmentation de la population en âge de travailler dans les pays émergents et dans les pays en développement…

Au cours des cinq prochaines années, environ 213 millions de personnes devraient arriver sur le marché du travail – 200 millions rien que dans les pays en développement. Cela soulève la question du chômage des jeunes. Actuellement, le taux de chômage des jeunes dépasse déjà les 12 pour cent dans les pays en développement — plus de trois fois le taux de chômage des adultes. A l'échelle régionale, les taux les plus élevés de chômage des jeunes sont relevés au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, où près d'un jeune sur trois en âge de travailler est incapable de trouver un emploi. Les jeunes femmes en particulier se battent pour trouver du travail dans ces régions, avec des taux de chômage qui avoisinent les 45 pour cent.

Le défi de l'emploi est aussi qualitatif. En effet, le niveau d'éducation s'améliore rapidement dans la plupart des pays en développement (chapitre 4). Dès lors, un décalage grandissant s'opère entre les compétences acquises à l'école et la nature des emplois disponibles.

… poussant de nombreux jeunes diplômés à s'expatrier

La pénurie d'emplois de qualité est un facteur d'émigration déterminant, en particulier chez les jeunes diplômés des pays en développement (chapitre 9). L'écart de salaire entre les pays d'origine et les pays d'accueil est généralement de 1 à 10. En 2013, plus de 230 millions de personnes vivaient dans un pays différent de leur pays de naissance – une hausse de 57 millions par rapport à l'an 2000 – l'Asie du Sud représentant près de la moitié de cette hausse.

Pour relever ces défis, il convient, d'abord et avant tout, de stimuler la diversification des capacités de production plutôt que de se contenter de libéraliser les échanges…

Les faits présentés dans le chapitre 5, notamment les études de cas des pays qui ont réussi à améliorer leurs capacités de production, montrent que le développement passe par une stratégie qui permet de diversifier l'activité économique et d'accroître la capacité des entreprises durables à créer des emplois de qualité.

Si le secteur manufacturé est habituellement associé à une croissance économique rapide et à la création d'emplois de qualité, le rapport met en lumière des expériences réussies s'appuyant sur le développement agricole et rural, un usage efficace et équitable des ressources naturelles et des services qui relient au reste de l'économie. Il n'existe pas de modèle de développement unique et le rapport consigne les exemples de réussite de pays à tous les stades de développement. Les contraintes liées aux ressources naturelles et les limites environnementales auxquelles sont confrontés tous les pays peuvent être tournées à leur avantage par les économies émergentes ou en développement qui saisissent l'occasion d'un «saut technologique». A cet égard, l'économie verte offre de nouvelles perspectives aux pays en développement qui sont moins confrontés à la nécessité d'adaptation que les économies avancées, aux structures de production anciennes, à forte intensité de carbone.

Dans tous les cas, cependant, il est vital d'éviter que la croissance économique se concentre dans un petit nombre de secteurs orientés à l'export, peu intégrés au reste de l'économie. Les politiques de diversification économique, les mesures destinées à faciliter la formalisation et le développement des entreprises, et le respect des normes du travail peuvent tous contribuer à un développement plus global et à la promotion du travail décent.

La transformation de la production doit s'appuyer sur un climat favorable aux entreprises, y compris des politiques macroéconomiques de soutien. Les expériences menées dans plusieurs pays asiatiques et latino-américains illustrent la capacité qu'ont les stratégies de développement de favoriser une diversification de la production, en collaboration avec le secteur privé, et de créer un environnement stimulant pour les entreprises, tout en garantissant que la demande globale est suffisante, surtout au moyen de politiques macroéconomiques contracycliques. Ces pays ont aussi fait leurs preuves en instaurant des mesures de contrôle des capitaux bien calibrées afin de maîtriser la volatilité des mouvements de capitaux et de maintenir des taux de change à la fois prévisibles et compétitifs.

Ces constatations apportent un nouvel éclairage sur le rôle des pouvoirs publics dans les pays en développement. Selon les idées reçues, des interventions sélectives et un soutien ciblé pourraient être une source de distorsions et d'inefficacité économique. En réalité, la réussite repose sur des stratégies de diversification prudentes dans le contexte d'une libéralisation progressive des échanges, conformément aux engagements multilatéraux.

… deuxièmement, de renforcer les institutions du marché du travail plutôt que de négliger les normes du travail…

Les institutions du travail et de la protection sociale sont des facteurs essentiels de la croissance économique, des emplois de qualité et du développement humain (chapitre 6). Il n'est pas possible de parvenir à une diversification économique sans prendre de mesures actives pour combattre la faible productivité dans l'agriculture et les petites et moyennes entreprises, la médiocrité des conditions de travail et le

fort taux d'informalité. La force et la pérennité de la croissance sont menacées par le creusement des inégalités sociales et par le développement incontrôlé des comportements de rentier parmi les détenteurs de ressources naturelles et les propriétaires fonciers.

Renforcer l'efficacité de ces institutions demeure un défi de taille pour de nombreux pays en développement. Les mécanismes de détermination des salaires et les réglementations du travail doivent être soigneusement conçus et une grande attention accordée aux capacités de mise en œuvre.

Malgré ces difficultés, d'intéressantes innovations ont récemment vu le jour dans ce domaine. L'utilité des salaires minimaux pour lutter contre la pauvreté au travail et les inégalités, tout en favorisant la participation au marché du travail, est de mieux en mieux reconnue. Le rapport cite l'exemple de plusieurs pays en développement qui ont trouvé des solutions novatrices pour fixer et appliquer des salaires minimaux, notamment grâce au dialogue social. De la même manière, une négociation collective bien menée peut avoir des effets positifs sur la répartition des revenus tout en déjouant les pièges de l'informalité et de la faible productivité. L'un des problèmes majeurs est le recul de la couverture de la négociation collective – une tendance tout aussi manifeste dans les économies avancées.

La question de la protection de l'emploi, qui fit l'objet de débats animés mais sans examen systématique des pratiques actuelles, est soigneusement étudiée dans le rapport. Contrairement aux pronostics, l'assouplissement de la réglementation du travail n'a pas facilité la transition vers l'emploi formel. Au contraire, le rapport donne des exemples de pays, tels que l'Argentine, qui ont combattu l'informalité par le biais d'approches pragmatiques, associant réforme fiscale, protection sociale, accélération des procédures d'enregistrement des entreprises et meilleure application de la loi.

… troisièmement, d'étendre les socles de protection sociale bien conçus comme moteurs d'un développement inclusif et pas seulement comme filets de sécurité étroitement ciblé sur les pauvres…

Il est clairement établi que la protection sociale contribue à réduire l'incidence de la pauvreté, des inégalités et de l'emploi vulnérable (chapitre 7). Une protection sociale adéquate améliore les capacités individuelles d'accéder à de meilleurs emplois. Par exemple, la Bolsa Família au Brésil, la Loi nationale Mahatma Gandhi sur la garantie de l'emploi rural en Inde et des programmes similaires au Cap Vert ont réussi à apporter un complément de revenus aux ménages, permettant aux familles d'investir dans des activités productives, ainsi que d'améliorer leur santé et les résultats scolaires de leurs enfants.

En outre, la protection sociale peut stimuler la croissance économique et la création d'emplois de qualité. Cela dépend en grande partie de la réactivité de la protection sociale à l'évolution de la conjoncture économique. Les programmes contracycliques conduits en Chine et en Afrique du Sud en sont d'intéressants exemples à cet égard. Dans certains pays, comme l'Ethiopie et la Namibie, l'emploi est un objectif explicite des dispositifs de protection sociale.

Il est indispensable d'instaurer un mode de financement efficace pour la protection sociale. En Bolivie, la création d'une taxe sur les exportations de gaz et de pétrole a été primordiale pour garantir un financement durable du régime non-contributif des pensions de vieillesse.

Enfin, il convient d'associer la protection sociale à un jeu de politiques qui promeuvent un environnement propice à la création d'entreprises et d'emplois. Cela

passe par la simplification des procédures administratives pour les travailleurs indépendants en vue de faciliter l'entreprenariat formel. Autre mesure efficace, l'offre d'incitations supplémentaires aux bénéficiaires de prestations, y compris les demandeurs d'emploi, pour qu'ils suivent une formation et acceptent un travail, comme l'illustrent les programmes de formation professionnelle que les autorités brésiliennes ont proposés aux bénéficiaires des programmes de transfert de revenus.
... et, enfin, d'assurer une évolution équilibrée des revenus pour prévenir les effets délétères des inégalités

Le creusement des inégalités de revenus à l'intérieur des pays est maintenant un fait bien établi. L'analyse laisse entendre que cette tendance est associée à un changement dans la distribution des revenus au détriment du travail.

Les pays en développement ne sont pas épargnés par ces tendances (chapitre 8). Les données indiquent que les inégalités grandissantes peuvent porter préjudice à la croissance économique, dans la mesure où l'effet négatif sur la consommation associé à des inégalités croissantes dépasse tous les effets positifs en termes de retours sur investissement plus élevés et d'un meilleur rapport coût-compétitivité. Ce résultat négatif est d'autant plus probable que les effets de compétitivité sont atténués par le fait que la part des revenus du travail recule dans de nombreux pays – conduisant à un déficit de demande globale et à un nivellement par le bas des salaires et des normes. En plus des répercussions sur l'économie, l'amplification des inégalités de revenus peut entamer la cohésion sociale et intensifier les troubles sociaux, comme cela s'est produit dans certains pays arabes et d'Asie.

L'aptitude des pays en développement à compenser la chute de la part des revenus du travail par une fiscalité progressive est plus limitée que dans les économies avancées. Il est dès lors essentiel de renforcer les institutions du marché du travail qui peuvent améliorer la répartition sur le marché des revenus entre travail et capital. Cela peut se faire en facilitant le dialogue entre employeurs et travailleurs, en faisant respecter les normes fondamentales du travail et en étant en œuvre une protection sociale bien conçue afin d'assurer une répartition plus équilibrée des revenus dans les pays en développement. D'importantes expériences ont été menées en ce sens en Argentine, au Brésil et, plus récemment, en Tunisie.

Pour conclure, le travail décent devrait être un objectif central du programme de développement pour l'après-2015

Les conclusions du rapport suggèrent que le développement durable n'est pas possible sans faire avancer l'agenda pour l'emploi et le travail décent. Le processus de développement sera facilité par la mise en place d'institutions et politiques visant à créer davantage d'emplois de qualité. Réciproquement, la croissance économique n'est pas durable quand elle est fondée sur des conditions de travail médiocres et sans sécurité, des salaires réduits, une pauvreté au travail croissante et des inégalités. En plus de leur impact sur la croissance économique et l'emploi, les droits, la protection sociale et le dialogue font partie intégrante du développement.

L'emploi et le travail décent devraient dès lors être un objectif central du programme pour le développement post-2015. L'OIT a adopté une série d'importantes initiatives qui, dans le cadre du nouvel agenda du développement placé sous les auspices de l'ONU, pourraient apporter une contribution appréciable à l'amélioration des niveaux de vie de tous, hommes et femmes, partout dans le monde.